

INTERVIEW

Jean-Félix Savary (HETS Genève) par Frank Zobel (Addiction Suisse)

Quel est le rôle de la recherche dans le domaine du travail social et comment s'articulent formation et production de connaissances dans ce domaine, notamment au sein des HES? Pour examiner ces questions, nous avons parlé avec Jean-Félix Savary, ancien secrétaire général du GREA et co-rédacteur de Dépendances, qui est désormais le directeur de la Haute école de travail social de la HES-SO de Genève.



Frank Zobel: Comment définiras-tu la place de la recherche scientifique dans le domaine du travail social? Quelle est sa place dans la définition des problématiques traitées par cette profession et dans l'évaluation de ses pratiques?

Jean-Félix Savary: Le travail social (TS) est une profession qui recouvre de nombreuses pratiques, qui se sont progressivement développées sur le terrain. Ce sont des métiers qui se sont constitués au siècle passé sur la base de politiques publiques, elles-mêmes héritées de traditions diverses. Progressivement, le TS a tenté de se structurer en corporation avec ses propres normes et pratiques.

Avec la réforme de Bologne et les titres de Bachelor pour le TS, les écoles sociales sont devenues des HES et ont reçu le mandat de faire de la recherche. Le TS produit désormais son propre savoir et se constitue progressivement comme une discipline avec sa propre communauté scientifique. La mise en place d'un doctorat en TS en 2022 participe à cette émancipation disciplinaire.

Ce processus n'est évidemment pas encore achevé. Le TS comme discipline implique une redéfinition des liens entre pratiques et recherche. Un rapport dialectique s'instaure progressivement entre les deux. Aujourd'hui, les institutions se soucient davantage de mesurer leurs actions, de décrire leur travail, d'identifier les problématiques et de les relier entre elles. Cette évolution est encore plus claire chez les pouvoirs publics, qui dégagent des montants importants pour les politiques sociales et veulent savoir ce qu'elles deviennent.

Frank Zobel : Et quel rôle jouent les HES dans l'articulation entre recherche et pratiques professionnelles? Pourrait-on améliorer cela?

Jean-Félix Savary : Cette articulation est au cœur du projet des HES. Leur raison d'être en quelque sorte. Il y a au départ une ambition de faire monter en compétences les personnes formées, en ajoutant une composante analytique et scientifique à leur formation professionnelle, et ceci dans tous les domaines. Pour le TS, cela s'inscrit dans un mouvement plus vaste. La création des HES correspond en effet à un moment particulier où les besoins et leur complexité augmentent.

Le besoin d'objectiver le réel est donc important. La complexification des enjeux sociaux continue d'ailleurs de s'étendre, avec un paroxysme ces dernières années autour de crises soudaines (Ukraine, Covid) et de leur impact sur la santé mentale et la précarité.

Face à un réel changeant, souvent difficile à saisir, il faut devenir collectivement plus intelligent, plus réactif et plus résilient. Se doter de sa propre expertise est essentiel pour se constituer en force de proposition, qui répond aux questions avec son propre référentiel, qui se base sur une déontologie et une posture définie par la profession. Face aux enjeux contemporains, le regard du TS sur le social ne peut plus seulement se dissoudre dans d'autres disciplines, comme l'économie, le droit ou la sociologie (les disciplines qui soutiennent souvent l'action publique). La complexification croissante des enjeux du TS, et leur implication politique, rend le développement de la recherche dans ce domaine inéluctable.

Cette évolution est en marche et son théâtre principal se situe dans les HETS. Cela ne se passe néanmoins pas sans heurts, car elle redéfinit les rapports entre pratiques et recherche, ou plutôt entre acteurs de terrain et personnel scientifique. Derrière ces tensions, bien entendu, il y a des rapports de pouvoirs, pour savoir qui définit ce qu'est le TS dans le sous-système des politiques sociales (ou «champ social» si on adopte la terminologie de Bourdieu). Avec le recul, on peut dire que le changement s'est effectué de manière un peu brutale. Du jour au lendemain, nous avons engagé de nombreuses personnes issues d'autres disciplines sans forcément anticiper ce que cela impliquait. Ce déficit de «gestion du changement» se paie encore aujourd'hui. Quand on touche aux rapports de pouvoir à l'intérieur d'un champ, il ne s'agit pas d'un simple changement de cap, mais d'une révolution profonde. Il convient de l'accompagner dans le temps, pour que les compétences s'additionnent et n'entrent pas en concurrence.

C'est donc principalement dans l'intégration entre recherche et pratique qu'il y a encore un potentiel d'amélioration. Comment mettre la recherche au service des dynamiques de refonte du champ, en complémentarité à la pratique, qui détient encore (et c'est très bien ainsi) la définition de ce qui est légitime? A cet égard, la situation s'améliore, portée par un contexte qui renforce l'importance de la recherche. Sur le terrain, les professionnel·le·s font face à des tâches de plus en plus complexes, qui impliquent des interactions avec une variété d'acteurs aux logiques différentes. Les publics changent aussi, avec une plus grande diversité de problématiques dont l'intensité augmente. Pour faire face à un réel qui semble parfois nous échapper,

il est bon de puiser dans la littérature scientifique et de s'appuyer sur des concepts et références théoriques pour améliorer notre compréhension du monde, et in fine nos pratiques.

Frank Zobel: On parle souvent de lier la recherche au «terrain» et aux «bénéficiaires». Quels modèles pourraient être envisagés pour rapprocher les chercheurs·euses, les professionnel·le·s et les bénéficiaires?

Jean-Félix Savary : Les financements pour la recherche orientent forcément les priorités. Aujourd'hui, pour répondre à nos objectifs, nous devons davantage aller chercher des financements vers les fonds labellisés, comme le FNS. Le TS a d'ailleurs les meilleurs résultats de toutes les HES en termes de fonds obtenus, notamment en division une au FNS (recherche fondamentale). C'est une conséquence du mode de financement de la recherche dans la HES-SO, qui récompense d'abord le

volume. Ces résultats sont une vraie opportunité pour le champ, car cela contribue à le constituer en discipline et augmente ses capacités d'analyse. En étant forts dans la recherche académique de haut niveau, nous adoptons une culture scientifique qui permet une recherche de qualité. Plus nous sommes forts en recherche fondamentale, plus nous sommes solides dans la recherche de terrain.

La difficulté consiste à faire vivre, à ses côtés, une recherche appliquée, ou sur mandat, qui réponde aux questions directes que se posent les acteurs. Il s'agit de faire co-exister les deux types de travaux, ce qui n'est pas toujours simple au vu des conditions cadres défavorables (manque de moyens financiers des institutions du social). L'insuffisance de ce type de financements peut retarder le rapprochement entre recherche et pratique.

Je crois que les HETS s'en sortent de mieux en mieux, car elles poussent à cette intégration et nos collègues de la recherche partagent cet objectif. Mais nous ne pouvons le faire seul. Un partenariat est nécessaire. Les institutions et pouvoirs publics comprennent progressivement qu'ils ont aussi un rôle à jouer. En nous faisant travailler sur des objets de recherche, ils contribuent aussi à réaliser le projet HES, soit la fusion entre recherche et pratique, et donc, in fine, à améliorer

la qualité des prestations. De plus, notre personnel de recherche enseigne aussi et va utiliser dans ses cours les résultats de ses travaux. C'est ce modèle de porosité que nous voulons promouvoir. Nous resterons toujours soucieux de conserver notre liberté académique, gage de notre qualité. Mais nous sommes ouverts aux questions du terrain, qui nous permettent de construire nos compétences en réponse aux besoins. C'est ce que nous

Se doter de sa propre expertise est essentiel pour se constituer en force de proposition

Sur le terrain, les professionnel·le·s font face à des tâches de plus en plus complexes

essayons de faire avec les réseaux, ou « pôle d'expertise » à la HETS, où nous travaillons ensemble avec les partenaires autour de sujets clés.

Les HES ne sont pas qu'un simple service, que l'on peut activer quand on a un besoin spécifique. Il s'agit bien d'un partenaire, notamment sur le plan de la formation. Quand une institution mandate une HES pour faire une recherche, celle-ci va créer une équipe en interne. Si on manque de spécialistes, des engagements en lien avec la question posée seront réalisés. Ces collègues pourront approfondir leurs connaissances, produire des résultats, qu'ils utiliseront ensuite dans leurs cours. L'institution qui mandate une HES n'est donc pas qu'un « mandant ». Elle nourrit aussi l'institution, qui devient plus sensible à sa problématique. Des enseignant·e·s à l'interne auront davantage cette problématique sur leur radar. Travailler sur un sujet peut aussi conduire le personnel de recherche à poursuivre les investigations en recourant à des fonds labellisés. C'est ce cercle vertueux qu'il nous faut promouvoir. J'espère vraiment qu'un jour, nous pourrons le faire, notamment en matière de recherche sur les addictions.

Frank Zobel : On reproche parfois à la recherche dans le domaine de la santé d'utiliser surtout des méthodes quantitatives et d'avoir une trop grande distance par rapport à la complexité du vécu des personnes concernées par ses travaux? Quelles seraient les forces et les faiblesses actuelles de la recherche dans le domaine du travail social?

Jean-Félix Savary : En Suisse, la politique drogues des quatre piliers a produit un virage important vers la médicalisation. On a tendance à l'oublier, mais il s'agissait d'une révolution dans les années 90. Un champ à dominance sociale est passé à une dominance médicale. Nous avons introduit des traitements avec prescription de substances, financés par l'assurance de base et nous avons piloté ces changements depuis l'OFSP. Il fallait le faire, car les gens mourraient et les résultats nous ont montré que ce virage était justifié. Tout naturellement, nous avons aussi transformé une problématique sociale en problème de santé publique et avons hérité du cadre conceptuel qui va avec : études épidémiologiques, méthodologies basées sur l'efficacité des « traitements », recherches cliniques normalisées (randomisation en double aveugle), etc.

Ce type de recherche, bien qu'utile, ne couvrait pas tout le spectre. Il y a aussi un problème évident de narratif et de vocabulaire. On s'est habitué aux études épidémiologiques par exemple. Pourtant, parler d'épidémie pour les drogues, c'est un oxymore. Les drogues, qui ont toujours existé et ont toujours été consommées, sont l'inverse d'une épidémie : un phénomène social. Il n'y a donc pas de problème avec la recherche en santé publique. Nous avons plutôt

un problème avec la recherche sociale, qui a déserté ce terrain dans les années 2000. À nous de remplir à nouveau l'espace laissé vacant.

Prenons l'exemple du non-recours. Ce type de recherche nous permet de mettre en lumière tous les facteurs qui empêchent les personnes d'avoir accès aux prestations dont elles ont besoin. Ce type de recherche est bien plus utile aux institutions qui doivent adapter leur seuil d'accès, ou aux pouvoirs publics qui réfléchissent à leur politique sociale, que de savoir qu'elle est l'efficacité de tel ou tel traitement. Les méthodes utilisées en sciences sociales ont également leur propre plus-value, car elles permettent d'aller au plus près des populations concernées. Par exemple, elles savent mieux dénombrer le nombre de sans-abris, ou la violence dans les familles.

La médicalisation a produit d'autres effets comme des discours utopistes sur les médicaments miracles contre l'addiction: vaccin contre la cocaïne, médicament contre l'addiction, etc. Aujourd'hui, on sait qu'il s'agissait de promesses en l'air, portées par des intérêts mercantiles. De nombreux travaux, comme ceux de Carl Hart, ont démontré l'impasse de ce modèle biologique, ou néo-kraepelinien. Si les neurosciences nous ont permis de mieux comprendre comment l'addiction fonctionne dans le cerveau, elles n'ont servi à rien sur le terrain. Les sciences sociales ont ici un défi à relever, car nos partenaires nous attendent.

Frank Zobel : Y'a-t-il des sujets dans le domaine du travail social pour lesquels il y a un besoin particulièrement urgent de développer des travaux de recherche ? Ou des priorités qu'il faudrait se fixer ?

Jean-Félix Savary : Oui, il y a un sujet urgent que nous devons nous réapproprier : celui de la santé mentale et des addictions. Ces deux termes indiquent d'ailleurs le chemin que nous avons à faire. Il faudrait plutôt parler « accès aux droits », « respect des différences », « inclusion sociale », etc. Les « addictions », c'est un terme vieillot, qui renvoie à l'idée d'une dimension « automatique » d'un comportement, une idée née au XIX^e siècle et prouvée fausse au siècle suivant. Le XXI^e siècle doit être celui du renouveau sur ces questions, grâce à l'apport des sciences sociales, afin de nous permettre de réaliser les droits garantis par notre Constitution.

Parler d'épidémie pour les drogues est un oxymore

Ce renouveau des sciences sociales ne doit pas se faire en opposition aux sciences médicales, ni à la santé publique. La consommation de psychotropes a une dimension sanitaire, notamment en régime de prohibition. Nous devons garder un pilier fort en matière de santé. A ses côtés, un autre regard doit le compléter, depuis la perspective des personnes concernées, avec une prise en compte des représentations sociales, des dynamiques d'exclusion, du poids de l'histoire et de la répartition du pouvoir dans nos sociétés.

Cette évolution est d'autant plus importante pour le TS que les addictions sont sorties de leur boîte. Elles ne sont plus un domaine spécialisé, mais une réalité qui concerne toutes les populations en situation de vulnérabilité. Aujourd'hui, dans les foyers pour jeunes, dans les hébergements d'urgence, dans les services d'aide sociale, partout, nous sommes face à des personnes qui souffrent, et qui ont souvent recours à

une consommation de psychotropes, pas toujours très cadrée. Nous assistons donc à une « normalisation » des problématiques de « drogues », qui ne concernent plus un petit groupe d'individus, mais les populations en difficultés dans leur ensemble.

Frank Zobel: Merci beaucoup pour cet entretien.

Contact: jean-felix.savary@hesge.ch

NOUVELLE BROCHURE

«Le cannabis en question(s)»

Une vue d'ensemble de l'état actuel des connaissances sur le cannabis

À commander télécharger gratuitement



ADDICTION | SUISSE

Le cannabis en question(s)

Que sait-on sur le cannabis?
Cette brochure propose une vue d'ensemble de l'état actuel des connaissances sur le cannabis.

PRÉVENTION / AIDE / RECHERCHE



shop.addictionsuisse.ch

